

SPEECH

*****Seul le discours prononcé fait foi*****

7 mai 2008

INTERVENTION D'ERNEST-ANTOINE SEILLIÈRE PRÉSIDENT DE BUSINESSEUROPE

FÉDÉRATION DES ENTREPRISES ROMANDES GENÈVE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

GENÈVE, LE 15 MAI 2008

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi tout d'abord de vous remercier pour cette invitation à prendre la parole lors de votre Assemblée générale. C'est avec plaisir que je saisi cette occasion de vous faire part des priorités de BUSINESSEUROPE pour l'Europe et ses entreprises.

Vous le savez, BUSINESSEUROPE – la Confédération européenne des entreprises – est constituée de 39 fédérations membres réparties dans 33 pays européens. Nos membres sont dans leurs pays respectifs les principales organisations d'employeurs et d'industriels. Ensemble elles représentent plus de 20 millions d'entreprises européennes. C'est cette représentativité qui donne à BUSINESSEUROPE sa légitimité à incarner la voix des entreprises au niveau de l'Union européenne et en tant que partenaire social européen.

Les priorités de BUSINESSEUROPE ont été fixées par son Conseil des présidents à Berlin en juin 2007. Elles couvrent chacune un sujet très important, pour lequel nous élaborons des positions plus détaillées. Elles constituent la trame du message politique que BUSINESSEUROPE a adressé cette année aux décideurs européens à l'occasion de notre 50^{ème} anniversaire et en vue du renouvellement des institutions européennes en 2009: pour que l'Europe réussisse, elle a besoin d'entreprises qui réussissent !

1. METTRE EN ŒUVRE LES RÉFORMES POUR LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

La première de nos six priorités est consacrée à la modernisation de l'économie dans chaque État membre.

La stratégie de Lisbonne, lancée en 2000, est la plus ambitieuse qu'ait jamais connue l'Union. Jusque récemment cependant, elle n'a pas donné les résultats escomptés, probablement par manque d'engagement de la part des institutions européennes, mais surtout parce que le sentiment d'appropriation nationale n'y était pas.

La relance de la stratégie, devenue « stratégie pour la croissance et l'emploi » en 2005, et la promesse du président Barroso d'en faire la première de ses priorités, ont été salués par les milieux d'affaires européens. Des résultats positifs ont pu être obtenus : 9 millions d'emplois ont été créés en Europe depuis 2005. Mais la stratégie de Lisbonne ne demeure que partiellement implémentée. Cela représente un énorme potentiel inexploité pour la croissance et l'emploi en Europe. C'est pourquoi BUSINESSEUROPE appellent tous les gouvernements nationaux à agir et à mettre en œuvre les réformes nécessaires afin de pouvoir faire face à la concurrence mondiale, aux défis technologiques et au vieillissement de la population.

Concrètement, nous appelons à :

- renforcer le lien entre la recherche et l'innovation ;
- adopter un système de brevet efficace ;
- poursuivre un large programme de qualité des législations ;
- lutter contre les déficits publics ;
- et favoriser l'esprit d'entreprise et la croissance des PME.

De plus, BUSINESSEUROPE se penche d'ors et déjà sur la question de la poursuite de la stratégie après 2010.

2. INTÉGRER LE MARCHÉ EUROPÉEN

Sans surprise, nous voyons dans l'intégration du marché européen notre deuxième priorité. Pour BUSINESSEUROPE, c'est un domaine où nous devons déployer une grande énergie et une action forte, car la création et la mise en œuvre du marché intérieur sont loin d'atteindre leurs objectifs.

Un grand marché intérieur composé de 30 pays (UE-27 plus la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein) et de 500 millions de consommateurs est un instrument formidable pour l'économie européenne, mais il doit s'adapter aux réalités du 21^e siècle : répondre aux défis de la mondialisation, saisir les nouvelles possibilités offertes par une Union élargie. Une meilleure mise en application des principes et législations qui régissent le marché intérieur devrait être l'une des priorités d'action future. Ceci est crucial pour le bon fonctionnement de ce marché intérieur. Cela joue également un rôle central dans la perception de l'Europe qu'ont les citoyens et les entreprises.

Concrètement, nous attendons de l'Union européenne qu'elle permette un fonctionnement harmonieux des marchés pour les entreprises et les citoyens, en :

- assurant une mise en œuvre effective des règles du marché intérieur ;
- investissant dans des industries de réseau européennes efficaces ;
- supprimant tous les obstacles à la libre circulation des travailleurs, des marchandises, des services et des capitaux ;
- mettant en œuvre la directive sur les services ;
- et tirant parti des possibilités d'une Union européenne élargie.

3. GOUVERNER L'UE DE MANIÈRE EFFICACE

Dans la conduite d'une stratégie, rien n'est plus néfaste qu'une mauvaise gouvernance, et ce qui vaut pour une entreprise est encore plus vrai pour les institutions politiques. Les réformes évoqués précédemment ne pourront donc être menées à bien que dans un cadre institutionnel clair permettant une gouvernance efficace de l'Union. Ceci constitue notre troisième priorité.

BUSINESSEUROPE a suivi le débat de près, des discussions sur le traité constitutionnel à la signature du récent traité à Lisbonne, en décembre dernier.

Pour nous, les changements apportés par le traité de Lisbonne sont fondamentaux :

- Le traité appelle à un haut niveau de compétitivité de l'UE, et met à la disposition de l'Union les instruments dont elle a besoin pour y parvenir.
- Une Commission plus forte, ayant droit d'initiative, couplée à une présidence du Conseil plus stable, devraient amener une gouvernance institutionnelle plus rapide.
- La création du poste de Haut représentant de l'Union aux affaires étrangères et à la politique de sécurité, ainsi que l'attribution de la personnalité juridique à l'Union, devraient renforcer la crédibilité de l'Europe sur la scène internationale.
- Les changements apportés au processus décisionnel et l'extension de la majorité qualifiée à une majorité de politiques de l'Union devraient rencontrer les besoins d'une Union élargie.

Nous encourageons à présent les Etats-Membres à procéder à une ratification rapide. A ce jour, 12 pays de l'UE ont déjà ratifié le texte. C'est encourageant, mais il reste des efforts à fournir pour assurer que le processus de ratification aboutisse à temps pour le renouvellement des institutions en 2009.

4. MODELER LA MONDIALISATION ET LUTTER CONTRE TOUS LES PROTECTIONNISMES

L'Union européenne est n° 1 mondial du commerce et de l'investissement, une position qu'elle occupe grâce à la compétitivité internationale des entreprises européennes. Malgré sa position de puissance économique, si elle veut relever à l'avenir le défi de compétitivité posé par les économies émergentes, l'UE doit renforcer sa politique commerciale commune pour mieux promouvoir les principes de liberté du commerce et de l'investissement sur une base de réciprocité dans l'ouverture des marchés. Façonner la mondialisation et lutter contre toutes les formes de protectionnisme est donc notre quatrième priorité.

Pour dynamiser plus encore le développement international des entreprises, il faut, en matière de commerce et d'investissement, des règles internationales ouvertes. Je pense qu'il est nécessaire de rappeler l'importance de conclure un cycle ambitieux à l'OMC. Nous nous trouvons actuellement dans une période décisive. Un nouvel échec des négociateurs à opérer une percée sur les sujets cardinaux des biens industriels, des services et de l'agriculture risquerait d'enterrer le cycle de Doha pour deux ans. Cela serait déplorable. Les entreprises européennes appellent à l'aboutissement des négociations commerciales à l'OMC, mais pas à n'importe quel prix. Nous avons besoin de mesurer de réels progrès dans les réductions tarifaires sur les biens industriels et dans l'ouverture des marchés des économies émergentes.

5. PROMOUVOIR UN SYSTÈME ÉNERGÉTIQUE SÛR, COMPÉTITIF ET RESPECTUEUX DU CLIMAT

L'énergie et le changement climatique constitue certainement un des dossiers sur lequel BUSINESSEUROPE a consacré le plus d'attention au cours des derniers mois. BUSINESSEUROPE est investi dans la promotion d'un système énergétique sûr, compétitif et respectueux du climat, et a fait de cet objectif sa cinquième priorité.

Nous demandons aux décideurs politiques européens :

- l'élaboration de politiques efficaces pour la maîtrise et à terme la réduction des émissions de CO2 de l'UE ;
- et le renforcement de la sécurité d'approvisionnement énergétique de l'UE.

La réalisation de ces objectifs doit aller de paire avec le maintien de la compétitivité de l'industrie européenne. La mise en place d'un véritable marché intérieur européen du gaz et de l'électricité, avec un rôle renforcé des régulateurs nationaux et un régime de découplage effectif pour créer un accès équitable et égal au réseau, est un facteur critique à cet égard. Nous pensons qu'il faut également mettre l'accent sur l'efficacité énergétique et favoriser la coopération technologique.

Par ailleurs, BUSINESSEUROPE est convaincu qu'il n'y a qu'une seule voie pour apporter une réponse satisfaisante, d'un point de vue économique comme environnemental, au défi du changement climatique : un accord global rassemblant tous les principaux pollueurs y compris les économies émergentes.

La Communauté internationale doit trouver un accord établissant un schéma clair et de long terme pour la période qui s'ouvrira après 2012. La prévisibilité est une condition essentielle pour permettre aux entreprises la poursuite des investissements dans le domaine de la R&D et favoriser l'utilisation de technologies qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre et améliorent l'efficacité énergétique.

6. RÉFORMER LES SYSTÈMES SOCIAUX EUROPÉENS POUR RÉPONDRE AUX DÉFIS MONDIAUX

Notre sixième priorité n'est pas la plus simple car elle touche à la réforme des systèmes sociaux. Si nous demandons une démarche aussi importante, ce n'est pas que nous voulons détruire les valeurs du modèle social européen, bien au contraire. Nous sommes convaincus que lorsqu'il y a de la croissance, celle-ci doit se combiner à une augmentation de la solidarité sociale.

Mais nous le savons tous : partout en Europe, les systèmes en place subissent la pression de la mondialisation, qui entraîne une concurrence internationale accrue, et celle du vieillissement de la population, avec une augmentation du nombre de retraités et de personnes dépendantes. Le système des retraites, les soins de santé, les politiques du marché du travail doivent être revues.

Il est clair que la plus grande partie du débat se tiendra au niveau national, selon les réalités, traditions et réglementations de chaque pays. Néanmoins, je souhaiterais souligner le pas fondamental qui a été franchi à l'automne 2007. Les partenaires sociaux européens se sont mis d'accord sur une analyse commune des principaux enjeux du marché du travail. Cette analyse et les recommandations qu'elle contient ont

été présentées au Sommet social tripartite et au Conseil européen de décembre 2007. La conclusion réussie de ces négociations est pour nous une étape majeure dans le dialogue social européen.

Un élément clé dans ce débat est le principe de flexi-sécurité. Par définition, il s'agit de passer d'une attitude axée sur la préservation du poste à une attitude visant à la création d'emplois, afin de réduire au minimum les périodes de chômage. Cela exige des stratégies nationales globales, avec le juste dosage de mesures économiques et sociales visant à promouvoir la création d'emplois et à aider les citoyens à maximiser leurs chances sur le marché du travail.

La flexi-sécurité doit être fondée sur trois piliers :

- un droit du travail flexible ;
- la mise en place de politiques du marché du travail actives et de mécanismes d'éducation et de formation tout au long de la vie favorisant la capacité d'insertion professionnelle ;
- ainsi qu'un système de protection sociale incitatif à l'emploi.

C'est vrai, il n'y a pas de modèle unique de flexi-sécurité qui puisse s'appliquer partout en Europe. Il y a cependant une direction à suivre, et un processus à mettre en place pour atteindre l'objectif de la flexi-sécurité. Le statu quo n'est pas une option. Des actions fermes, tournées vers l'avenir, sont nécessaires pour corriger d'urgence les faiblesses structurelles des marchés du travail européens.

Ces dernières années, l'Europe s'est transformée économiquement à un rythme remarquable, poussée par une mondialisation accélérée, de nouvelles frontières technologiques et une économie de l'UE toujours plus interconnectée. Les entreprises européennes se sont bien adaptées à ces profonds changements. Elles ont réussi à amener un impressionnant revirement sur les marchés du travail européens : nous estimons qu'entre 2000 et la fin de cette année 2008, 17 millions d'emplois auront été créés.

Les entreprises ont toujours cru au projet européen et l'ont soutenu pour les bénéfices qu'il apporte à la société dans son ensemble. Elles soutiennent encore aujourd'hui une Union européenne forte, capable d'actions, capable de réformes, avec des ambitions, des objectifs clairs et un net accent sur les priorités pour y parvenir. BUSINESSEUROPE travaille sans relâche à en montrer la voie.